



## Introduction

*Isabelle Bensidoun et Jézabel Couppey-Soubeyran\**

**M**algré la guerre en Ukraine, des conditions financières durcies, la montée des tensions géopolitiques et le ralentissement de la croissance chinoise, l'économie mondiale continue de résister. Selon Isabelle Bensidoun et Thomas Grjebine dans le chapitre 1, la page de la Covid-19 se referme, économiquement au moins, comme celle de l'inflation, grâce, pour beaucoup, à l'inversion des chocs d'offre, ceux des prix de l'énergie et des prix alimentaires, qui avaient poussé les prix à la hausse. Mais c'est à de nouveaux défis que l'économie mondiale est confrontée car ces chocs d'offre sont appelés à se multiplier, avec la crise écologique et les tensions géopolitiques. En conséquence, les politiques économiques vont devoir trouver comment se régler au diapason de ces chocs, alors que les marges de manœuvre budgétaires sont des plus serrées.

Et c'est décidément le temps de l'offre pour l'économie mondiale, car viennent aussi changer la donne les politiques de l'offre, dans leur version moderne. Celles-ci se déploient dans les économies avancées pour localiser sur leur sol les industries stratégiques. Résultat, la stratégie de croissance chinoise orientée sur les exportations, en mal de débouchés, ne reçoit plus le même accueil sur les marchés étrangers que par le passé. Le protectionnisme s'affirme et les tensions avec la Chine se multiplient.

---

\* Isabelle Bensidoun est adjointe au directeur du CEPII et responsable des publications. Jézabel Couppey-Soubeyran est maîtresse de conférences à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et conseillère scientifique à l'institut Veblen.

Un changement de perspective avec lequel Pékin va devoir composer pour faire aboutir ses ambitions de prospérité intérieure et d'affirmation internationale, que Michel Aglietta et Camille Macaire éclairent dans le chapitre II. Dans son volet intérieur, la stratégie chinoise consiste à assurer l'autosuffisance technologique et dominer les industries de demain, par un renforcement des efforts de R&D. Mais le vieillissement démographique, les impacts du changement climatique, les fragilités du système financier et la dépendance aux intrants étrangers dans les secteurs technologiques sont des vulnérabilités importantes.

Dans le volet extérieur de sa stratégie, qui consiste à se repositionner sur la scène internationale, la Chine pourrait également être mise en difficulté. Alors qu'elle se voit en chef de file des pays du Sud, qu'elle invite à adhérer à son projet des Nouvelles routes de la soie, les fractures sont grandes même à l'intérieur des BRICS. Sans compter les fractures de plus en plus irrémédiables avec les États-Unis.

Du côté de l'Europe, les défis s'additionnent. Le modèle allemand est en souffrance et ce n'est peut-être pas qu'une fatigue passagère selon Céline Antonin dans le chapitre III. Les deux crises de la Covid-19 et de l'énergie ont mis en lumière des difficultés structurelles. Le modèle allemand reste fondé sur sa puissance industrielle exportatrice, qui a puisé sa compétitivité dans une politique de modération salariale et de positionnement haut de gamme. Mais, depuis quelques années, la perte de parts de marché, la faiblesse de la demande extérieure et le recul marqué de l'investissement en construction confrontent l'Allemagne à de piètres performances. Le modèle allemand souffre de sa dépendance extérieure sur le plan énergétique, que la guerre en Ukraine et la crise énergétique ont largement révélée, mais aussi sur le plan commercial vis-à-vis notamment de la Chine. L'Allemagne entend axer sa politique industrielle sur la transition écologique. Mais la contrainte budgétaire qu'elle s'impose et qu'elle dicte à ses partenaires de la zone euro compromet la réalisation des futurs investissements. Les difficultés allemandes pèsent évidemment sur la zone euro et sur les politiques économiques européennes. Le modèle allemand conserve des atouts indéniables qui devraient lui permettre de surmonter ses problèmes. Cela étant, la réponse ne pourra pas être uniquement nationale. L'Allemagne va avoir besoin de l'Europe.

La dépendance aux matières premières critiques est un autre enjeu de taille pour l'Europe. La domination de la Chine dans ce secteur qui s'est établie, grâce à la richesse de son sous-sol, son activité de raffinage et sa stratégie à l'international, qui a consisté à investir massivement dans plusieurs pays pour sécuriser ses approvisionnements et accroître la dépendance des autres à son égard, met l'Europe au défi. Pour s'extraire de cette dépendance, plusieurs pistes sont envisagées : de la réouverture des mines au recyclage en passant par la diversification des sources d'approvisionnement. Mais toutes n'ont pas la même chance d'aboutir. Dans ce contexte, la « sobriété métaux » pourrait bien être une pièce du puzzle à davantage promouvoir. C'est en tout cas ce que préconisent Romain Capliez, Carl Grekou, Emmanuel Hache et Valérie Mignon dans le chapitre iv.

L'économie mondiale est confrontée à plusieurs autres défis majeurs.

Celui de maintenir le système commercial multilatéral, aujourd'hui sur le fil du rasoir comme le soulignent Antoine Bouët, Leysa Maty Sall et Jeanne Métivier dans le chapitre v : le programme de Doha pour le développement est en « coma artificiel » ; l'Organe de règlement des différends, qui faisait la fierté de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ne fonctionne plus que très partiellement, et, surtout, beaucoup de mesures prises ces dernières années contreviennent aux règles fondamentales du multilatéralisme. L'augmentation des droits de douane appliqués par les États-Unis aux produits chinois contrevient à la règle de non-discrimination. Les nombreuses aides et subventions chinoises dans le secteur industriel, mises en place sans être systématiquement notifiées à l'OMC, ne respectent pas la règle de transparence. Quant à l'*Inflation Reduction Act* américain, il fait peu de cas de la clause de traitement national. Le coup fatal pourrait venir des prochaines élections américaines. Si Donald Trump se réinstalle à la Maison-Blanche et lance la guerre commerciale qu'il a prévue, c'est 10 % du commerce mondial qui passerait d'un seul coup hors du régime multilatéral, entraînant très vraisemblablement un cycle de décisions protectionnistes. Plus que jamais, l'OMC doit se réformer pour assurer la survie du multilatéralisme.

Autre défi dans beaucoup de pays, celui de l'avenir du travail salarié, bousculé par les mutations actuelles analysées par Thomas Grjebine et Axelle Arquié dans le chapitre vi. Avec l'essor de l'intelligence artificielle (IA) et la transition écologique, ce

sont les mécanismes de création de valeur, la nature des emplois disponibles et le partage des fruits de cette création de valeur qui se transforment, comme cela a été le cas par le passé avec la mondialisation commerciale, la robotisation ou, en remontant encore plus loin, la révolution industrielle. Il faut créer de la richesse pour pouvoir la répartir, mais aussi des institutions appropriées, pour assurer une répartition équitable, à l'instar du compromis fordiste et des États-providence. Ces institutions protectrices n'ont plus cours et les mutations actuelles bousculent un marché du travail déjà fortement polarisé. L'IA pourrait avoir des conséquences différentes de celles de l'automatisation car ce ne sont plus les tâches routinières que cette technologie fait disparaître mais les emplois dont la composante cognitive est la plus élevée. Quant à la transition écologique, c'est la création même de valeur qu'elle remet en question. Le résultat au niveau de l'emploi dépendra beaucoup de la capacité à concilier décarbonation et augmentation des investissements, de façon à renforcer les tissus productifs décarbonés tout en permettant la création de valeur nécessaire pour bien rémunérer le travail.

Dernier défi traité dans le chapitre VII de l'ouvrage, par Éric Monnet et Théodore Humann, celui des banques centrales confrontées à des pertes issues des politiques passées d'assouplissement quantitatif, pour faire face au risque de déflation, qui ont laissé des bilans déséquilibrés par la remontée des taux d'intérêt quand l'inflation a ressurgi après la crise sanitaire. Car ce sont bien, d'un côté, le faible rendement des actifs, achetés lors de ces politiques d'assouplissement, et, de l'autre, l'augmentation du taux de rémunération des dépôts des banques à la banque centrale qui conduisent à ces pertes. Si les banques centrales peuvent les supporter sans mal, ou bien utiliser leurs fonds propres et leurs profits futurs pour les éponger, sans menacer leur stabilité ou celle du système monétaire, la gestion de ces pertes pose néanmoins des questions majeures. Celle du manque à gagner pour les États auxquels sont habituellement reversés les bénéfices des banques centrales, alors que les banques commerciales voient, quant à elles, augmenter la rémunération de leurs dépôts à la banque centrale. Celle aussi de convaincre que leurs pertes ne sont pas illégitimes. Car le choix des instruments de politique monétaire, qui peut sembler hautement technique, a des conséquences bien réelles : sur la répartition des profits dans l'économie et sur le budget des États.